

États-Unis : comment lutter contre la crise ?

vendredi 27 mars 2020, par [HENWOOD Doug](#) (Date de rédaction antérieure : 20 mars 2020).

Nous sommes confrontés à deux crises à la fois, l'une sanitaire et l'autre économique, qui sont liées de manière très importante. L'épidémie de covid-19 a fait de gros dégâts dans le monde entier, mais elle met en évidence de graves problèmes structurels du modèle social américain dont les pays mieux gérés ne sont pas aussi affectés. Nous sommes en proie à une profonde polarisation économique, compliquée par des protections sociales minimales ; une capacité de l'État gravement diminuée, avec des structures institutionnelles érodées et une qualité du personnel aux plus hauts niveaux extrêmement dégradée ; des années de sous-investissement dans les infrastructures de base, en général et dans les soins de santé en particulier ; et des décennies de politiques néolibérales qui ont façonné un sens commun basé sur un individualisme compétitif, avec peu de sens de la solidarité sociale. C'est dans ce contexte à long terme que nous sommes confrontés à la crise aiguë de cette maladie - qui est presque certainement un présage de ce à quoi nous serons confrontés lorsque la crise climatique s'aggravera.

Pour nous en remettre, nous devons faire beaucoup de choses, à court et à long terme. Pour faire face à la crise sanitaire, nous avons évidemment besoin de kits de dépistage et d'une mobilisation rapide pour construire des hôpitaux, des unités de soins intensifs et des ventilateurs. L'État prendra des mesures pour le faire correctement ; le marché ne le fera jamais seul. Ce n'est peut-être pas du socialisme, mais si nous le faisons bien, cela légitimera un secteur public qui a grandement besoin d'être légitimé. Si la Chine peut construire des hôpitaux en dix jours, il n'y a aucune raison que nous ne puissions pas le faire. C'est bien que Trump déploie quelques navires-hôpitaux de la marine, mais ce n'est qu'un début.

Mais je laisserai les plans plus détaillés pour l'urgence sanitaire aux personnes qui connaissent le terrain. J'ai des compétences en politique, en économie et en finance, et je voudrais faire plusieurs remarques à ce sujet.

La crise financière est réelle et potentiellement dévastatrice. Certaines personnes à gauche doutent de la sagesse de sauver le système bancaire, mais le laisser s'effondrer reviendrait à répéter les erreurs de 1929-1932, lorsqu'une cascade de milliers de faillites bancaires a amplifié un retournement de situation en une Grande Dépression. Des actions telles que les pensions et les achats de titres de la Réserve fédérale sont un strict minimum pour empêcher que le glissement vers la dépression ne se reproduise il y a 90 ans. Il est important de souligner que tous ces billions ne sont pas l'argent du contribuable, mais l'argent créé de toutes pièces par la Fed. Ce n'est pas une stratégie de financement pour toujours - elle ne peut pas financer l'assurance maladie pour tous ou un Green New Deal. Il faudra de vraies ressources pour cela. Mais c'est essentiel en ces temps de crise.

Mais je partage la frustration de voir la Fed dépenser des billions de dollars pour tenter de rétablir le statu quo d'avant la dernière crise. C'est ce qui s'est passé lors de la crise de 2008-2009 : des mesures extraordinaires ont été prises, mais les causes à long terme de cette crise, comme la polarisation des revenus et la flibuste financière non réglementée, sont restées sans réponse. Des

mesures plus fortes sont nécessaires cette fois-ci, par exemple. Voici quelques idées.

- Nationaliser plusieurs des plus grandes banques - et contrairement aux nationalisations effectuées en Suède dans les années 1990 et au Royaume-Uni il y a dix ans, elles ne devraient pas être entreprises dans l'idée de les rendre à nouveau propriété privée le plus rapidement possible, après que le gouvernement ait absorbé les pertes. Elles devraient être gérées selon des principes totalement différents. Les actionnaires se plaindront, mais sans un sauvetage mené par l'État, la valeur de leurs actions tomberait de toute façon près de 0.

- Dans le même temps, il convient de réprimer sévèrement, en vue de sa suppression, le secteur bancaire parallèle des fonds de capital-investissement (private equity, PE) et des fonds spéculatifs. Le capital-investissement a accablé les entreprises de niveaux d'endettement paralysants, qui enrichissent leurs investisseurs mais les exposent à un grand risque d'échec, même en période relativement favorable. (Un sous-ensemble du capital-investissement, le capital-risque, peut jouer un rôle économique plus constructif, mais il est assez petit : l'année dernière, le secteur a fourni moins de 10 milliards de dollars de financement de départ). Et les fonds spéculatifs ne font guère plus que déstabiliser les marchés. L'objectif devrait être de transformer le financement en quelque chose qui ressemble à un service public.

- Il n'y a aucune raison que les banques nationalisées ne puissent pas être dirigées pour financer, par exemple, le Green New Deal (GND). Une partie du GND devra être financée par les dépenses publiques traditionnelles financées par les impôts et les obligations, mais il n'y a aucune raison que ces banques socialisées ne puissent pas participer.

- Avec les banques nationalisées, nous devrions créer quelque chose sur le modèle de la Société financière de reconstruction, pour financer le GND. Ce serait une banque à capital public qui évaluerait et financerait des projets tels que la production d'énergie propre et de nouveaux modèles de production alimentaire.

- Ce serait un moment propice pour nationaliser le secteur du pétrole et du gaz, entrepris avec l'idée de les mettre en faillite. Nous devons agir le plus rapidement possible pour mettre un terme à l'utilisation des combustibles fossiles, et tant que ces entités existeront, les obstacles politiques et économiques à cette nécessité sont pratiquement impossibles à surmonter. En raison de la chute spectaculaire du prix du pétrole, la valeur des principaux producteurs de carbone s'est effondrée.

Les cinq plus grandes compagnies pétrolières basées aux États-Unis (Exxon Mobil, Chevron, ConocoPhillips, Phillips 66 et Valero) ont une capitalisation boursière combinée de moins de 350 milliards de dollars, ce qui équivaut à environ un huitième des actifs totaux de JPMorgan Chase et à moins de 2 % du PIB. Là encore, les actionnaires vont se plaindre, mais à mesure que le monde financier s'éveillera à l'inévitabilité de l'obsolescence du carbone, la valeur de leurs investissements tendra de toute façon vers 0.

- Contrairement aux crises précédentes des dernières décennies, celle-ci n'est pas centrée sur le secteur financier. C'est dans ce que Wall Street aime appeler le « vrai secteur », le monde de la production et du travail dans lequel vivent la plupart des gens. Alors que la finance subira de lourdes pertes en cas de ralentissement brutal, l'objectif de la politique devrait être d'empêcher une défaillance catastrophique. Elle sera incapable de fournir ne serait-ce que la modeste mesure d'assouplissement quantitatif de relance prise pendant et juste après la crise de 2008. Une véritable crise sectorielle exige une approche beaucoup plus centrée sur les finances publiques.

- Le gouvernement fédéral doit fournir un soutien au revenu aux personnes qui perdent leur emploi. Il est désolant que des républicains comme Trump et Romney parlent d'envoyer à chaque Américain

un chèque de 1 000 dollars alors que la présidente de la Chambre, Nancy Pelosi, a rejeté une suggestion similaire de l'ancien conseiller économique d'Obama, Jason Furman, quelques jours plus tôt. C'est le strict minimum. Pourquoi pas 2 000 dollars ? L'assurance chômage doit être étendue (et beaucoup, comme je le montre ici), tout comme Medicaid, pour prendre en charge les personnes qui sont sur le point de perdre l'assurance maladie fournie par leur employeur.

- Nous devons également investir dans l'infrastructure physique et sociale de ce pays. Depuis des décennies, l'investissement public civil net de dépréciation se situe juste au-dessus de 0, ce qui signifie que nous ne faisons guère mieux que de remplacer les choses qui se dégradent. Cette statistique économique peut facilement être confirmée simplement en se promenant partout aux États-Unis en dehors de nos quartiers les plus riches. Nous avons besoin d'investissements massifs dans les infrastructures publiques sur le modèle du New Deal, à la fois pour lutter contre le marasme et pour rendre ce pays habitable pour les 80 à 90 % de la population les plus pauvres. Cet investissement dans les infrastructures ne doit pas se contenter d'être le même. Il doit s'inscrire dans le cadre d'une conversion d'une économie basée sur l'exploitation des travailleurs et de la nature en quelque chose d'humain et de durable.

- Nous devons également remettre au travail les travailleurs de l'automobile actuellement au chômage, mais en construisant des véhicules qui ne menacent pas la vie sur terre. La proposition de transformer une usine fermée de GM en Ontario en quelque chose de plus respectueux de la terre et des travailleurs est un modèle à suivre.

- A plus long terme, jamais la nécessité d'un système d'assurance maladie pour tous n'a été aussi claire. Et la raison n'en est pas seulement la nécessité de libérer les gens de l'anxiété de ne pas pouvoir payer les soins essentiels, mais aussi parce qu'il y a peu de planification de la distribution des ressources de soins de santé au-delà de ce que le marché exige. Si les États-Unis sont si mal préparés à faire face à la crise du coronavirus, c'est en grande partie parce que les hôpitaux sont construits et équipés en fonction de l'argent et non des besoins. Les hôpitaux des zones rurales sont fauchés et ferment, et récemment un hôpital de Philadelphie qui desservait une clientèle largement pauvre a été fermé parce qu'il se trouvait sur un terrain que les promoteurs préféreraient transformer en condos. L'industrie pharmaceutique, qui depuis des décennies transforme la recherche fondamentale financée par des fonds publics en un profit privé basé sur ses propres priorités et non sur les besoins humains, doit être combattue sur le terrain.

C'est un moment terrifiant, où la maladie, la mort et le dénuement imminent nous hantent tous. Les choses pourraient devenir très moches. Mais c'est aussi l'occasion de sortir de cette crise un pays meilleur. Les idées que j'ai énumérées ici sont fantaisistes dans l'ordre politique actuel. Mais nous devons voir grand pour contester cet ordre. Au cours des dernières décennies, le néolibéralisme a encouragé une prise de conscience de l'autonomie. Nous devons articuler une vision de solidarité et d'entraide. Des millions de vies en dépendent.

Doug Henwood

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Doug Henwood - LBO (Left Business Observer)

<http://alter.quebec/etats-unis-comment-lutter-contre-la-crise/>

Plateforme altermondialiste est un réseau québécois qui se propose de renforcer la réflexion sur le néolibéralisme 2.0 et d'esquisser des chemins que pourrait emprunter l'altermondialisme sous ses diverses formes. Notre projet est de participer à la réflexion qui se manifeste dans différents lieux depuis quelque temps sur le renouvellement de l'altermondialisme et de l'internationalisme.

Pour prendre contact avec Plateforme altermondialiste : [plateformealtermondialiste gmail.com](mailto:plateformealtermondialiste@gmail.com)